

**Selon la douzième édition du baromètre de KPMG et de la CGPME
sur le financement et l'accès au crédit des PME**

La conjoncture impactera négativement les projets d'investissements de plus de la moitié des PME dans les six prochains mois

Pour la douzième édition de ce baromètre, l'IFOP a interrogé en décembre 2011, à la demande de KPMG et de la CGPME, plus de 400 dirigeants d'entreprises françaises de 10 à 500 salariés sur leur financement et leur accès au crédit.

Des perspectives 2012 incertaines, qui impactent négativement les projets d'investissements et d'embauches des PME

Lorsqu'on les interroge sur leurs perspectives pour 2012, **plus de la moitié (58 %) des dirigeants de PME se déclarent inquiets pour leur activité**, dont 9 % très inquiets. Cette inquiétude est particulièrement marquée dans l'industrie (63 %).

51 % d'entre eux estiment que la conjoncture actuelle impactera négativement leurs projets d'investissements dans les six prochains mois, en les conduisant à les reporter (40 %), voire à y renoncer (11 %). Par ailleurs, un chef d'entreprise sur cinq (21 %) déclare ne pas avoir de projets d'investissements pour le prochain semestre.

De plus, **40 % estiment que la conjoncture impactera négativement leurs éventuels recrutements**, 24 % envisageant de les stopper, et 16 % de les diminuer. Cet effet négatif est notamment ressenti par 62 % des PME de 250 à 500 salariés. Et **39 % des personnes interrogées déclarent qu'elles n'avaient pas prévu d'embaucher pour les six prochains mois**.

Les besoins de financements des PME atteignent un niveau élevé, dans un contexte de difficultés persistantes

L'inquiétude des dirigeants de PME à l'égard de la situation économique, qui avait connu un fort regain en septembre 2011 (+19 points par rapport à juin), reste stable à 83 % (-2 points par rapport à septembre), soit quand même l'un des niveaux les plus élevés depuis la création du baromètre.

Les principales difficultés financières rencontrées par les patrons de PME restent en premier lieu les hausses sur les coûts ou les prix des fournisseurs (61 %, -2 points par rapport à septembre 2011). La baisse du chiffre d'affaires est moins ressentie qu'au dernier trimestre (-6 points), mais impacte encore 39 % des PME. La part des dirigeants impactés par des problèmes de trésorerie ou de financements (27 %, -2 points), et par des difficultés avec les assureurs crédit (5 %, -1 point) reste stable.

Dans ce contexte, **près des deux tiers (65 %) des patrons de PME ont au moins un besoin de financement, contre 60 % il y a un an**. Parmi eux, 44 % souhaitent financer des investissements (+2 points par rapport à septembre 2011) et 32 % leur exploitation (-1 point).

Lorsqu'il s'agit de financer des investissements*, **les besoins de crédits pour le remplacement ou l'entretien de l'exploitation sont en augmentation (54 %, +5 points par rapport à septembre)**, tandis que les besoins pour des investissements d'équipement restent à un niveau stable (41 %).

Les crédits nécessaires pour des acquisitions de développement se stabilisent après une forte hausse au dernier trimestre (28 %, -2 points). En revanche, on observe un recul des besoins de crédits pour des investissements d'innovation (13 %, -8 points par rapport à septembre 2011).

Une augmentation de l'auto-censure vis-à-vis des banques

La situation économique actuelle a des impacts négatifs importants sur les conditions d'accès aux crédits pour 28 % (-2 points) des dirigeants interrogés, au même niveau qu'il y a un an. Dans 9 % des cas, l'impact est très important.

En parallèle, **la part des chefs d'entreprises déclarant se restreindre dans leurs investissements et leurs demandes auprès des banques continue de progresser et atteint désormais 30 %** (+4 points en 3 mois, et +7 points en 6 mois). Dans ce contexte, **68 % des PME constatent au moins une mesure de durcissement des conditions de financement par les banques**. Ce constat est partagé par 88 % des PME qui ont des besoins de financement de leur exploitation.

Le financement avec des frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités reste la première mesure de durcissement constatée, bien qu'en diminution (46 %, -4 points), suivi des demandes de garanties supplémentaires (31 %, -3 points). En revanche, les réductions de crédits ou de facilités de trésorerie impactent plus d'entreprises qu'en septembre 2011 (30 %, +3 points), tandis que les demandes de cofinancements (25 %, -6 points) et les délais d'acceptation trop longs sont moins ressentis (21 %, -2 points).

Conséquence de ces exigences constatées, 39 % des dirigeants interrogés se disent prêts à examiner les conditions d'autres banques, et 36 % envisagent de réexaminer leurs lignes de crédit, à des niveaux stables par rapport à septembre 2011.

Méthodologie

- Echantillon de 403 dirigeants d'entreprises, représentatifs des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.
- La représentativité de l'échantillon a été assurée par un échantillonnage raisonné sur les quotas (taille salariale, secteur d'activité, région) et un redressement selon les données INSEE.
- Les interviews téléphoniques du neuvième baromètre ont eu lieu du 13 au 19 décembre 2011.

KPMG en France

Premier groupe français de services pluridisciplinaires, KPMG est membre de KPMG International Cooperative, réseau de cabinets nationaux indépendants, présent dans 150 pays. Il intervient auprès des groupes internationaux, sociétés cotées, PME, TPE, entités du secteur public et de l'économie sociale et solidaire, dans le cadre d'activités d'audit, d'expertise comptable, de conseil et d'accompagnement juridique et fiscal.

www.kpmg.fr  Suivez notre actualité sur Twitter !

CGPME

1 650 000 entreprises représentées - 550 000 entreprises adhérentes

Par ses **123 Unions territoriales interprofessionnelles** présentes dans toute la France, la CGPME permet l'accès à l'information. Dans le cadre de la défense des intérêts collectifs de ses adhérents, elle leur dispense assistance et conseil. Elle est également un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences, de partage de savoir-faire pour les chefs d'entreprise.

Forte de ses 220 fédérations professionnelles, la CGPME est à l'origine de nombreux services qui simplifient la vie des entrepreneurs.

Contacts :

KPMG : Chloé Poracchia – 01 55 68 90 31 - cporacchia@kpmg.fr
CGPME : Soraya Djidel : 01 47 62 73 79 - communication@cgpme.fr